



Acts of the Parliament of Canada

Passed in the session held in the
twenty-third, twenty-fourth and
twenty-fifth years
of the Reign of Her Majesty
QUEEN ELIZABETH II

First Session of the Thirtieth Parliament

Begun and held at Ottawa
on the thirtieth day of September, 1974
and prorogued on the twelfth day of
October, 1976

His Excellency the Right Honourable
JULES LÉGER
Governor General

Lois du Parlement du Canada

Adoptées pendant la session tenue la
vingt-troisième, vingt-quatrième et
vingt-cinquième années
du Règne de Sa Majesté
LA REINE ELIZABETH II

Première session de la trentième Législature

Commencée et tenue à Ottawa
le trentième jour de septembre 1974
et prorogée le douzième jour
d'octobre 1976

Son Excellence le très honorable
JULES LÉGER
Gouverneur général

TABLE DES MATIÈRES

Lois du Parlement du Canada

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

<i>Bill n°</i>	<i>Titre</i>	<i>Vol.</i>	<i>Chap.</i>
LOIS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL			
C-367	Administration du pont Fort-Falls, Loi modifiant la Loi sur l'	I	46
S-34	Aéronautique, Loi modifiant la Loi sur l'	II	100
S-10	Aliments du bétail, Loi modifiant la Loi relative aux	II	94
C-3	Amérique du Nord britannique, 1867 à 1975, Loi modifiant les Actes de l'	I	53
C-73	Anti-inflation, Loi	II	75
C-89	Anti-inflation, Loi modifiant la Loi	II	98
C-57	Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, Loi modifiant la Loi de 1972 sur les	II	65
C-69	Assurance-chômage, Loi modifiant la Loi de 1971 sur l'	II	80
C-86	Assurance des anciens combattants et des soldats de retour au pays, Loi de 1976 modifiant la législation en matière d'	II	92
C-26	Assurance du service civil, Loi modifiant la Loi sur l'	I	42
C-14	Banque fédérale de développement, Loi sur la	I	14
C-19	Blé, Loi sur le double prix du	I	54
C-33	Biens culturels, Loi sur l'exportation et l'importation de	I	50
C-373	Castor, Loi portant reconnaissance du castor (<i>castor canadensis</i>) comme symbole de la souveraineté du Canada	I	35
C-48	Chemins de fer, Loi modifiant la Loi sur les	I	41
C-365	Circonscriptions électorales (Berthier-Maskinongé), Loi concernant la Loi sur la revision des limites des	I	31
C-228	Circonscriptions électorales (Bruce-Grey), Loi concernant la Loi sur la revision des limites des	I	29
C-229	Circonscriptions électorales (Lafontaine-Rosemont), Loi concernant la Loi sur la revision des limites des	I	30
C-214	Circonscriptions électorales, Loi modifiant la Loi sur la revision des limites des	I	10
C-370	Circonscriptions électorales, Loi modifiant la Loi sur la revision des limites des	I	25
C-20	Citoyenneté, Loi sur la	II	108
S-6	Commission canadienne du blé, Loi modifiant la Loi sur la	I	27
C-88	Commission canadienne du blé, Loi n° 2 modifiant la Loi sur la	II	109
C-13	Commission d'énergie du Nord canadien, Loi modifiant la Loi sur la	I	51
C-43	Commission de réforme du droit, Loi modifiant la Loi sur la	I	40
C-78	Commission de secours d'Halifax, Loi sur la prise en charge des pensions de la	II	88
S-7	Compagnies fiduciaires et Loi sur les compagnies de prêts, Loi modifiant la Loi sur les	I	7

TABLE DES MATIÈRES—*suite*

<i>Bill n°</i>	<i>Titre</i>	<i>Vol.</i>	<i>Chap.</i>
C-18	Compte de remplacement des biens endommagés par l'incendie, Loi modifiant la Loi sur le	I	12
C-5	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, Loi sur le.....	I	49
C-25	Contaminants de l'environnement, Loi sur les	II	72
S-32	Conventions conclues entre le Canada et la France, entre le Canada et la Belgique et entre le Canada et Israël, Loi de mise en œuvre tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu	II	104
C-29	Corporations commerciales canadiennes, Loi sur les	I	33
S-16	Cour du Banc de la reine de la province de Québec, Loi portant revision de la mention	I	19
S-2	Cour suprême et Cour fédérale, Loi modifiant la Loi sur la	I	18
C-34	Crédit agricole, Loi modifiant la Loi sur le	I	45
C-31	Crédits, Loi n° 3 de 1974 portant affectation de.....	I	2
C-42	Crédits, Loi n° 4 de 1974 portant affectation de.....	I	21
C-45	Crédits, Loi n° 5 de 1974 portant affectation de.....	I	22
C-54	Crédits, Loi n° 1 de 1975 portant affectation de.....	I	36
C-55	Crédits, Loi n° 2 de 1975 portant affectation de.....	I	37
C-64	Crédits, Loi n° 3 de 1975 portant affectation de.....	I	57
C-79	Crédits, Loi n° 4 de 1975 portant affectation de.....	II	74
C-90	Crédits, Loi n° 1 de 1976 portant affectation de.....	II	89
C-91	Crédits, Loi n° 2 de 1976 portant affectation de.....	II	90
C-93	Crédits, Loi n° 3 de 1976 portant affectation de.....	II	102
C-94	Crédits, Loi n° 4 de 1976 portant affectation de.....	II	103
S-4	Douanes, Loi modifiant la Loi sur les	I	5
C-71	Droit criminel, Loi de 1975 modifiant le.....	II	93
C-49	Droit fiscal, Loi modifiant le	I	26
C-65	Droit fiscal, n° 2, Loi modifiant le	II	71
C-84	Droit pénal, n° 2, Loi de 1976 modifiant le.....	II	105
C-2	Enquêtes, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et la Loi sur les banques et abrogeant le chapitre 23 des Statuts du Canada 1966-67	II	76
C-28	Épizooties, Loi modifiant la Loi sur les	II	86
S-17	Explosifs, Loi modifiant la Loi sur les	I	60
C-9	Exportations, Loi modifiant la Loi sur l'expansion des	I	17
C-17	Fonds de bienfaisance de l'armée, Loi modifiant la Loi sur le.....	I	3
C-76	Fondation du roi George V pour le cancer, Loi portant liquidation de la.....	II	78
S-13	Frontière entre l'Alberta et la Colombie-Britannique, Loi concernant la.....	I	11
C-46	Habitation, Loi modifiant la Loi nationale sur l'	I	38
C-77	Habitation, Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation et la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement.....	II	82
C-37	Immersion de déchets en mer, Loi sur l'	I	55
S-12	Immigration, Loi modifiant la Loi sur l'	I	9

TABLE DES MATIÈRES—*suite*

<i>Bill n°</i>	<i>Titre</i>	<i>Vol.</i>	<i>Chap.</i>
C-85	Immigration, Loi provisoire sur la sécurité à l'	II	91
C-58	Impôt sur le revenu, Loi modifiant la Loi de l'	II	106
C-92	Indemnisation des anciens prisonniers de guerre, Loi d'	II	95
C-63	Jeux olympiques de 1976, Loi modifiant la Loi sur les	II	68
C-47	Juges, Loi modifiant la Loi sur les juges, et certaines autres lois connexes par suite de la réorganisation de la Cour suprême de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard	I	48
C-12	Manutention des grains dans les ports de la côte ouest, Loi de 1974 sur la	I	1
S-15	Ministère de l'Industrie et du Commerce, Loi modifiant la Loi sur le	I	59
C-59	Opérations portuaires du Saint-Laurent, Loi de 1975 sur les	I	39
C-56	Opérations sur la côte ouest, Loi de 1975 sur les	I	32
C-10	Paiements anticipés pour le grain des Prairies, Loi modifiant la Loi sur les	I	34
C-53	Paiements anticipés pour le grain des Prairies (n° 2), Loi modifiant la Loi sur les	II	64
C-4	Pensions, Loi de 1974 modifiant la législation sur les allocations aux anciens combattants et les allocations de guerre pour les civils	I	8
C-52	(Pensions de retraite), Loi de 1975 modifiant le droit statutaire	II	81
C-23	Pension de retraite des lieutenants-gouverneurs, Loi sur la	II	73
C-8	Petro-Canada, Loi sur la Société	II	61
C-32	Pétrole, Loi sur l'administration du	I	47
C-15	Pétrole et gaz des terres indiennes, Loi sur le	I	15
C-80	Pouvoir d'emprunt supplémentaire, Loi de 1975 sur le	II	79
S-25	Privilèges et immunités des organisations internationales, Loi modifiant la Loi sur les	II	69
S-31	Quarantaine, Loi modifiant la Loi sur la	II	97
C-22	Régime de pensions du Canada, Loi modifiant le	I	4
C-70	Relations de travail dans la fonction publique, Loi modifiant la Loi sur les	II	67
C-75	Rentes sur l'État, Loi sur l'augmentation du rendement des	II	83
C-36	Représentation (1974), Loi sur la	I	13
C-51	Représentation des territoires du Nord-Ouest, Loi sur la	I	28
S-3	Revision des lois, Loi sur la	I	20
C-38	Secrétaire du Cabinet pour les relations fédérales-provinciales et celui du greffier du Conseil privé, Loi concernant le poste du	I	16
C-62	Sécurité de la vieillesse et assistance-vieillesse, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse, abrogeant la Loi sur l'assistance-vieillesse et modifiant, en conséquence, certaines autres lois	I	58
S-8	Sécurité des pneus de véhicule automobile, Loi sur la	II	96
C-44	Sénat et Chambre des communes, Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, la Loi sur les traitements et la Loi sur les secrétaires parlementaires ..	I	44
C-81	Sénat et Chambre des communes, Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes ainsi que la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires relativement à l'augmentation de certains paiements	II	99
S-27	Société canadienne des télécommunications transmarines, Loi modifiant la Loi sur la ..	II	77

TABLE DES MATIÈRES—*fin*

<i>Bill n°</i>	<i>Titre</i>	<i>Vol.</i>	<i>Chap.</i>
C-68	Soins médicaux, Loi modifiant la Loi sur les	II	107
S-9	Spécialités pharmaceutiques et marques de commerce, Loi abrogeant la Loi sur les spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés et modifiant la Loi sur les marques de commerce	I	43
S-35	Spécialités pharmaceutiques et marques de commerce, Loi abrogeant la Loi sur les spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés et modifiant la Loi sur les marques de commerce	II	101
C-41	Stabilisation concernant le grain de l'Ouest, Loi de.....	II	87
C-50	Stabilisation des prix agricoles, Loi modifiant la Loi sur la	II	63
C-16	(Statut de la femme), Loi de 1974 modifiant la législation	II	66
C-74	Subventions au développement régional, Loi modifiant la Loi sur les.....	II	84
C-27	Tarif des douanes, Loi modifiant le.....	I	6
C-39	Tarif des douanes (n° 2), Loi modifiant le	I	23
C-67	Tarif des douanes (n° 3), Loi modifiant le	II	70
C-66	Taxe d'accise, Loi modifiant la Loi sur la	II	62
C-40	Taxe d'accise, Loi modifiant la Loi sur la Taxe d'accise et la Loi sur l'Accise	I	24
S-20	Terres territoriales, Loi modifiant la Loi sur les	I	52
C-24	Traitements, Loi modifiant la Loi sur les	I	56
C-21	Vente coopérative des produits agricoles, Loi modifiant la Loi sur la	II	85
LOIS D'INTÉRÊT LOCAL ET PRIVÉ			
S-26	Alliance Sécurité et Investigation Ltée, Loi concernant l'	II	115
S-18	Association de Transport Aérien International, Loi concernant l'	II	111
S-24	Banque Nationale de Commerce du Canada, Loi constituant en corporation la	II	114
S-11	British Columbia Telephone Company, Loi concernant la	II	110
S-29	Eastern Canada Savings and Loan Company et Trust Central et Nouvelle-Écosse, Loi autorisant ces deux compagnies à fusionner	II	117
S-28	Légion royale canadienne, Loi concernant la	II	112
C-1001	Mariage dans le cas de Richard Fritz et Marianne Strass, Loi faisant exception aux règles générales de droit en matière de	II	113
C-1002	Norbanque, Loi de constitution en corporation	II	116
S-33	United Grain Growers Limited, Loi concernant la	II	118
			PAGE
Index des lois d'intérêt public et général			2319
Proclamations du Canada—du 10 mai 1974 au 12 octobre 1976			2349
Tableau des lois d'intérêt public (1907 à 1974-75-76).....			2355

TABLE OF CONTENTS

Acts of the Parliament of Canada

1st Session, 30th Parliament, 23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

<i>Bill No.</i>	<i>Title</i>	<i>Vol.</i>	<i>Chap.</i>
PUBLIC GENERAL ACTS			
S-34	Aeronautics Act amendment.....	II	100
C-21	Agricultural Products Cooperative Marketing Act amendment.....	II	85
C-50	Agricultural Stabilization Act amendment.....	II	63
S-13	Alberta-British Columbia Boundary Act, 1974.....	I	11
C-28	Animal Contagious Diseases Act amendment.....	II	86
C-73	Anti-Inflation Act.....	II	75
C-89	Anti-Inflation Act amendment.....	II	98
C-31	Appropriation Act No. 3, 1974.....	I	2
C-42	Appropriation Act No. 4, 1974.....	I	21
C-45	Appropriation Act No. 5, 1974.....	I	22
C-54	Appropriation Act No. 1, 1975.....	I	36
C-55	Appropriation Act No. 2, 1975.....	I	37
C-64	Appropriation Act No. 3, 1975.....	I	57
C-79	Appropriation Act No. 4, 1975.....	II	74
C-90	Appropriation Act No. 1, 1976.....	II	89
C-91	Appropriation Act No. 2, 1976.....	II	90
C-93	Appropriation Act No. 3, 1976.....	II	102
C-94	Appropriation Act No. 4, 1976.....	II	103
C-17	Army Benevolent Fund Act amendment.....	I	3
C-373	Beaver (<i>Castor canadensis</i>) as a symbol of the sovereignty of Canada, an Act to provide for the recognition of the.....	I	35
C-3	British North America Acts, 1867 to 1975 amendment.....	I	53
C-29	Canada Business Corporations Act.....	I	33
S-32	Canada and France, Canada and Belgium and Canada and Israel, An Act to implement conventions for the avoidance of double taxation with respect to income tax between.....	II	104
C-22	Canada Pension Plan amendment.....	I	4
S-27	Canadian Overseas Telecommunication Corporation Act amendment.....	II	77
C-5	Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act.....	I	49
S-6	Canadian Wheat Board Act amendment.....	I	27
C-88	Canadian Wheat Board Act (No. 2) amendment.....	II	109
C-20	Citizenship Act.....	II	108
C-26	Civil Service Insurance Act amendment.....	I	42

TABLE OF CONTENTS—*Cont.*

<i>Bill No.</i>	<i>Title</i>	<i>Vol.</i>	<i>Chap.</i>
C-2	Combines Investigation Act and Bank Act amendment, and repeal of chapter 23, Statutes of Canada 1966-67	II	76
C-92	Compensation for Former Prisoners of War Act.....	II	95
C-71	Criminal Law Amendment Act, 1975.....	II	93
C-84	Criminal Law Amendment Act (No. 2), 1976.....	II	105
C-33	Cultural Property Export and Import Act	I	50
S-4	Customs Act amendment	I	5
C-27	Customs Tariff amendment.....	I	6
C-39	Customs Tariff, (No. 2) amendment	I	23
C-67	Customs Tariff, (No. 3) amendment	II	70
S-15	Department of Industry, Trade and Commerce Act amendment	I	59
C-214	Electoral Boundaries Readjustment Act amendment	I	10
C-370	Electoral Boundaries Readjustment Act amendment	I	25
C-365	Electoral Boundaries Readjustment Act (Berthier-Maskinongé).....	I	31
C-228	Electoral Boundaries Readjustment Act (Bruce-Grey).....	I	29
C-229	Electoral Boundaries Readjustment Act (Lafontaine-Rosemont)	I	30
C-25	Environmental Contaminants Act	II	72
C-66	Excise Tax Act amendment.....	II	62
C-40	Excise Tax Act and the Excise Act amendment	I	24
S-17	Explosives Act amendment	I	60
C-9	Export Development Act amendment.....	I	17
C-34	Farm Credit Act amendment	I	45
C-14	Federal Business Development Bank Act.....	I	14
C-57	Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act, 1972 amendment.....	II	65
S-10	Feeds Act amendment.....	II	94
C-18	Fire Losses Replacement Account Act amendment.....	I	12
C-367	Fort-Falls Bridge Authority Act amendment.....	I	46
C-75	Government Annuities Improvement Act.....	II	83
C-78	Halifax Relief Commission Pension Continuation Act	II	88
S-12	Immigration Act amendment	I	9
C-58	Income Tax Act amendment.....	II	106
C-15	Indian Oil and Gas Act	I	15
C-47	Judges Act and certain other Acts for related purposes and in respect of the reconstitution of the Supreme Courts of Newfoundland and Prince Edward Island Act amendment	I	48
C-76	King George V Cancer Fund Winding-up Act.....	II	78

TABLE OF CONTENTS—*Cont.*

<i>Bill No.</i>	<i>Title</i>	<i>Vol.</i>	<i>Chap.</i>
C-43	Law Reform Commission Act amendment	I	40
C-23	Lieutenant Governors Superannuation Act	II	73
C-68	Medical Care Act amendment	II	107
S-8	Motor Vehicle Tire Safety Act	II	96
C-46	National Housing Act amendment	I	38
C-77	National Housing Act and the Central Mortgage and Housing Corporation Act amendment.....	II	82
C-13	Northern Canada Power Commission Act amendment	I	51
C-51	Northwest Territories Representation Act	I	28
C-37	Ocean Dumping Control Act.....	I	55
C-62	Old Age Security Act amendment, Old Age Assistance Act repeal, and consequential amendments to other Acts.....	I	58
C-63	Olympic (1976) Act amendment	II	68
C-8	Petro-Canada Act	II	61
C-32	Petroleum Administration Act	I	47
C-10	Prairie Grain Advance Payments Act amendment	I	34
C-53	Prairie Grain Advance Payments Act, No. 2 amendment.....	II	64
S-25	Privileges and Immunities (International Organizations) Act amendment.....	II	69
S-9	Proprietary or Patent Medicine Act repeal and Trade Marks Act amendment.....	I	43
S-35	Proprietary or Patent Medicine Act repeal and Trade Marks Act amendment, an Act to amend.....	II	101
C-70	Public Service Staff Relations Act amendment	II	67
S-31	Quarantine Act amendment	II	97
C-48	Railway Act amendment.....	I	41
C-74	Regional Development Incentives Act amendment	II	84
C-36	Representation Act, 1974	I	13
S-16	Revision of references to Quebec Court of Queen's Bench	I	19
C-59	St. Lawrence Ports Operations Act, 1975.....	I	39
C-24	Salaries Act amendment	I	56
C-38	Secretary to the Cabinet for Federal-Provincial Relations, and Clerk of the Privy Council, an Act respecting.....	I	16
C-44	Senate and House of Commons Act, Salaries Act, and Parliamentary Secretaries Act amendment.....	I	44
C-81	Senate and House of Commons Act and Supplementary Retirement Benefits Act amendment with respect to the escalation of certain payments thereunder	II	99
C-49	Statute law relating to income tax	I	26
C-65	Statute law relating to income tax, (No. 2) amendment	II	71
C-16	Statute Law (Status of Women) Amendment Act, 1974	II	66

TABLE OF CONTENTS—*Conc.*

<i>Bill No.</i>	<i>Title</i>	<i>Vol.</i>	<i>Chap.</i>
C-52	Statute Law (Superannuation) Amendment Act, 1975	II	81
C-4	Statute Law (Veterans and Civilian War Allowances) Amendment Act, 1974	I	8
C-86	Statute Law (Veterans and Returned Soldiers' Insurance) Amendment Act, 1976	II	92
S-3	Statute Revision Act	I	20
C-80	Supplementary Borrowing Authority Act, 1975.....	II	79
S-2	Supreme Court Act and Federal Court Act amendment.....	I	18
C-85	Temporary Immigration Security Act.....	II	91
S-20	Territorial Lands Act amendment	I	52
S-7	Trust Companies Act and Loan Companies Act amendment	I	7
C-19	Two-Price Wheat Act.....	I	54
C-69	Unemployment Insurance Act, 1971 amendment	II	80
C-12	West Coast Grain Handling Operations Act, 1974	I	1
C-56	West Coast Ports Operations Act, 1975	I	32
C-41	Western Grain Stabilization Act.....	II	87

LOCAL AND PRIVATE ACTS

S-26	Alliance Security & Investigation, Ltd., an Act respecting	II	115
S-11	British Columbia Telephone Company, an Act respecting	II	110
S-24	Canadian Commercial and Industrial Bank, an Act to incorporate	II	114
S-29	Eastern Canada Savings and Loan Company and Central & Nova Scotia Trust Company to amalgamate, An Act to enable	II	117
S-18	International Air Transport Association, an Act respecting	II	111
C-1001	Marriage in the case of Richard Fritz and Marianne Strass, an Act to provide an exception from the general law relating to	II	113
C-1002	Northland Bank, an Act to incorporate	II	116
S-28	Royal Canadian Legion, an Act respecting	II	112
S-33	United Grain Growers Limited, An Act respecting	II	118

	PAGE
Index to Public General Acts	2217
Proclamations of Canada—May 10, 1974 to October 12, 1976	2237
Table of Public Statutes 1907 to 1974-75-76.....	2243

23 ELIZABETH II

23 ELIZABETH II

CHAPTER 1

CHAPITRE 1

An Act to provide for the resumption of grain handling operations on the west coast of Canada

Loi portant reprise des opérations de manutention des grains sur la côte ouest

[Assented to 10th October, 1974]

[Sanctionnée le 10 octobre 1974]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title	1. This Act may be cited as the <i>West Coast Grain Handling Operations Act, 1974</i> .	1. La présente loi peut être citée sous le titre: <i>Loi de 1974 sur la manutention des grains dans les ports de la côte ouest</i> .	Titre abrégé
-------------	---	--	--------------

INTERPRETATION

INTERPRÉTATION

Definitions	2. (1) In this Act,	2. (1) Dans la présente loi,	Définitions
"collective agreement to which this Act applies"	"collective agreement to which this Act applies" means a collective agreement between a company and the union that expired on November 30, 1973, the renewal or revision of which was the subject of proceedings before a conciliation commissioner whose report was received by the Minister of Labour on April 29, 1974;	«compagnie» désigne l'une des corporations dont le nom figure à l'annexe;	«compagnie»
"company"	"company" means a corporation listed in the schedule;	«convention collective visée par la présente loi» désigne les conventions collectives passées entre les compagnies et le syndicat qui ont expiré le 30 novembre 1973 et dont le renouvellement ou la révision ont fait l'objet de procédures devant le commissaire-conciliateur, lequel a présenté au ministre du Travail le rapport que ce dernier a reçu le 29 avril 1974;	«convention collective visée par la présente loi»
"union"	"union" means the Grain Workers Union, Local 333, Canadian Labour Congress.	«syndicat» désigne le Grain Workers Union (Section 333) du Congrès du travail du Canada.	«syndicat»
Words and expressions	(2) Unless otherwise provided, words and expressions used in this Act have the same meaning as in Part V of the <i>Canada Labour Code</i> .	(2) Sauf dispositions contraires, les termes et expressions employés dans la présente loi ont le sens que leur donne la Partie V du <i>Code canadien du travail</i> .	Terminologie

GRAIN HANDLING OPERATIONS

Grain handling operations to be resumed

3. (1) Forthwith upon the coming into force of this Act, every company shall resume grain handling operations at ports on the west coast of Canada.

Notice that lockout or strike declaration, etc., is invalid

(2) Every person who, at the time this Act comes into force, is authorized on behalf of the union to bargain collectively with a company for the amendment or revision of a collective agreement to which this Act applies shall forthwith upon the coming into force of this Act give notice to the members of the union who are ordinarily employed in grain handling operations at a port on the west coast of Canada that any lockout declared or caused by a company and any declaration, authorization or direction to go on strike, declared, authorized or given to them before the coming into force of this Act has become invalid by reason of the coming into force of this Act.

Termination of existing lockout or strike

(3) Forthwith upon the coming into force of this Act, every person who is ordinarily employed in grain handling operations at a port on the west coast of Canada, who was bound by a collective agreement to which this Act applies and who is locked out or on strike shall resume the duties of his employment.

Return to work not to be impeded or prevented

(4) No officer or representative of the union shall in any manner impede or prevent or attempt to impede or prevent any person to whom subsection (3) applies from complying with that subsection.

Return to work not to be denied and employees not to be disciplined

(5) No person acting on behalf of a company shall

(a) refuse to permit or authorize, or direct or authorize another person to refuse to permit or authorize, any person to whom subsection (3) applies to resume the duties of his employment, or

(b) discharge or in any other manner discipline, or direct or authorize another person to discharge or in any other manner discipline, such a person

by reason of his having been locked out or on strike before the coming into force of this Act.

MANUTENTION DES GRAINS

3. (1) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, chaque compagnie doit reprendre les opérations de manutention des grains dans les ports de la côte ouest.

(2) Toute personne qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, est autorisée au nom d'un syndicat à négocier collectivement avec une compagnie la modification ou la révision d'une convention collective visée par la présente loi, doit, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, informer les adhérents du syndicat qui sont ordinairement employés à des opérations de manutention des grains dans un port de la côte ouest que les lock-out décidés ou provoqués par une compagnie avant l'entrée en vigueur de la présente loi et les déclarations, autorisations ou ordres de grève qui leur ont été communiqués avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont invalidés par l'entrée en vigueur de la présente loi.

(3) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, toute personne qui est ordinairement employée à des opérations de manutention des grains dans un port de la côte ouest, qui est liée par une convention collective visée par la présente loi, qui est en grève ou qui fait l'objet d'un lock-out, doit reprendre son travail.

(4) Il est interdit aux dirigeants ou représentants du syndicat d'empêcher ou d'entraver ou de tenter d'empêcher ou d'entraver de quelque façon que ce soit l'observation par les personnes visées au paragraphe (3) des dispositions de ce paragraphe.

(5) Il est interdit à quiconque agit pour une compagnie

a) de refuser, directement ou indirectement, de permettre aux personnes visées au paragraphe (3) de reprendre leur travail, ou

b) de congédier ces personnes, directement ou indirectement, ou de prendre de la même manière des mesures disciplinaires à leur encontre,

pour le seul motif qu'elles étaient en grève ou qu'un lock-out avait été décidé contre elles avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Reprise des opérations

Avis que les déclarations de grève, etc., sont invalidées

Cessation du lock-out et de la grève en cours

Interdiction d'empêcher ou d'entraver la reprise du travail

Interdiction d'empêcher la reprise du travail et de prendre des mesures disciplinaires

Term of
collective
agreements
extended

4. (1) The term of each collective agreement to which this Act applies is extended to include the period beginning on December 1, 1973 and ending on the day on which a new collective agreement in amendment or revision thereof comes into effect or on November 30, 1975, whichever is the earlier.

Terms of
collective
agreements
amended

(2) Upon the coming into force of this Act, the terms and conditions of each collective agreement to which this Act applies are amended by

(a) increasing each hourly basic rate of wages in effect on November 30, 1973, as established by or pursuant to such agreement, by eighty-seven cents an hour effective December 1, 1973 as recommended in the report of the conciliation commissioner that was received by the Minister of Labour on April 29, 1974; and

(b) incorporating therein, in addition to the increase in each hourly basic rate of wages referred to in paragraph (a), the other amendments recommended thereto and contained in that report.

Agreement to
be binding for
extended term

(3) The terms and conditions of each collective agreement to which this Act applies, as amended by subsection (2), are effective and binding on the parties thereto for the period mentioned in subsection (1) notwithstanding anything contained in Part V of the *Canada Labour Code* or in the agreement, and Part V of that Act applies in respect of each such agreement as if the period for which the agreement is extended by subsection (1) were the term of the agreement.

Strikes and
lockouts
prohibited

5. During the term for which each collective agreement to which this Act applies is extended by subsection 4(1),

(a) no company shall declare or cause a lockout,

(b) no person who is an officer or a representative of the union shall declare or authorize a strike, and

(c) no person who is ordinarily employed in grain handling operations at a port on the west coast of Canada and who is bound by a collective agreement to which this Act applies shall participate in a strike,

4. (1) Chaque convention collective visée par la présente loi est maintenue en vigueur depuis le 1^{er} décembre 1973, jusqu'à la date à laquelle la nouvelle convention qui la modifie ou la revise entre en vigueur ou jusqu'au 30 novembre 1975, selon la première de ces deux dates.

(2) Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les conventions collectives visées par la présente loi sont modifiées comme suit:

a) le taux horaire de base en vigueur le 30 novembre 1973, en vertu de ces conventions, est augmenté de quatre-vingt-sept cents l'heure à compter du 1^{er} décembre 1973, conformément au rapport du commissaire-conciliateur que le ministre du Travail a reçu le 29 avril 1974; et

b) outre l'augmentation prévue à l'alinéa a), les autres recommandations contenues dans ce rapport sont incorporées au texte des conventions.

(3) Les conventions collectives visées par la présente loi, dans leur version modifiée par le paragraphe (2), sont en vigueur et lient les parties pendant la période visée au paragraphe (1), nonobstant toute autre disposition tant de la Partie V du *Code canadien du travail* que de ces conventions; la Partie V de ladite loi s'applique à ces conventions comme si la période de prolongation prévue au paragraphe (1) était la durée de ces conventions.

5. Pendant la période de prolongation prévue au paragraphe 4(1) pour chaque convention collective visée par la présente loi, il est interdit

a) aux compagnies de décider ou de provoquer un lock-out,

b) aux dirigeants et représentants des syndicats de décider ou d'autoriser une grève, et

c) à quiconque est ordinairement employé à la manutention des grains dans un port de la côte ouest et est lié par une convention collective visée par la présente loi de faire la grève,

Prolongation
des conven-
tions collecti-
ves

Modification
des clauses des
conventions
collectives

La convention
lie les parties
pendant la
prolongation

Interdiction
des grèves et
lock-outs

in respect of grain handling operations at any port on the west coast of Canada.

relativement aux opérations de manutention des grains dans les ports de la côte ouest.

Companies and union to negotiate

6. Each company and the union shall enter into negotiations in good faith with one another and make every reasonable effort to agree on the manner in which the amendments referred to in paragraph 4(2)(b) are to be incorporated in the collective agreement to which this Act applies and to which they are parties.

6. Les compagnies et le syndicat doivent négocier de bonne foi et faire tous les efforts raisonnables pour arriver à une entente sur les modalités d'incorporation des modifications prévues à l'alinéa 4(2)b) aux conventions collectives visées par la présente loi, auxquelles ils sont partie.

Les compagnies et le syndicat doivent négocier

REFEREE

ARBITRAGE

Appointment of referee

7. (1) Where, in the opinion of the Minister of Labour, the parties to a collective agreement to which this Act applies are unable to agree on the interpretation of an amendment referred to in paragraph 4(2)(b) for the purpose of incorporating it in the agreement or are unable to agree on the manner in which an amendment is to be incorporated in the agreement, the Governor in Council may appoint, on the recommendation of the Minister, a referee who shall

7. (1) Lorsque le ministre du Travail estime que les parties à une convention collective visée par la présente loi sont incapables de s'entendre sur le sens des modifications prévues à l'alinéa 4(2)b) ou sur les modalités d'incorporation de ces modifications, le gouverneur en conseil peut nommer, sur la recommandation du Ministre, un arbitre chargé

Nomination d'un arbitre

(a) where interpretation of an amendment is in dispute, interpret the amendment for the purpose of incorporating it in the agreement; and

a) d'interpréter les modifications dont le sens n'est pas clair; ou

(b) where the manner in which an amendment is to be incorporated in the agreement is in dispute, determine the manner of incorporation.

b) de fixer les modalités d'incorporation.

Collective agreement superseded

(2) Where an amendment made by this Act to a collective agreement to which the Act applies is referred to a referee appointed under subsection (1) for interpretation or determination, any provisions of the agreement that relate to the settlement of disputes between the parties to the agreement do not apply in respect of the matter so referred.

(2) Dans les cas où les modifications que la présente loi apporte aux conventions collectives qu'elle vise sont soumises à un arbitre en vertu du paragraphe (1) pour interprétation ou fixation des modalités, les dispositions de la convention qui régissent le règlement des différends entre les parties à la convention ne s'appliquent pas à l'objet de l'arbitrage.

Primauté de l'arbitrage

Incorporation of referee's decisions in collective agreement

(3) Where, under subsection (1), a referee determines the manner in which an amendment is to be incorporated in a collective agreement to which this Act applies and so reports to the parties to the agreement and the Minister of Labour, the amendment is thereupon incorporated in the collective agreement to which the report relates in the manner determined by the referee.

(3) Lorsque l'arbitre détermine, conformément au paragraphe (1), les modalités d'incorporation des modifications aux conventions collectives visées par la présente loi et qu'il en fait rapport au ministre du Travail et aux parties, les modifications sont dès lors incorporées à la convention collective visée par le rapport, de la manière ainsi prévue par l'arbitre.

Incorporation des décisions de l'arbitre aux conventions collectives

Powers of
referee

(4) For the purposes of this Act, a referee appointed under this section has, with such modifications as the circumstances require, all the powers conferred on a conciliation board under section 175 of the *Canada Labour Code*.

Parties may
vary or amend
agreement

8. Nothing in section 4 or 7 shall be deemed to limit or restrict the rights of the parties to a collective agreement to agree to vary or amend any of the provisions of the collective agreement other than a provision relating to the term of the agreement and to give effect thereto.

COMING INTO FORCE

Coming into
force

9. This Act shall come into force on the day immediately following the day this Act is assented to.

SCHEDULE

Alberta Wheat Pool
Burrard Terminals Limited
Pacific Elevators Limited
Saskatchewan Wheat Pool
United Grain Growers Limited

(4) L'arbitre nommé en vertu du présent article dispose pour l'exécution de son mandat, compte tenu des aménagements de circonstance, des pouvoirs que l'article 175 du *Code canadien du travail* confère à une commission de conciliation.

Pouvoirs de
l'arbitre

8. Les articles 4 et 7 ne limitent pas le droit des parties de modifier par consentement mutuel les clauses de leur convention collective, à l'exception des clauses qui portent sur la durée de la convention.

Les parties
peuvent
modifier les
conventions

ENTRÉE EN VIGUEUR

9. La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa sanction.

Entrée en
vigueur

ANNEXE

Alberta Wheat Pool
Burrard Terminals Limited
Pacific Elevators Limited
Saskatchewan Wheat Pool
United Grain Growers Limited

